

Cartographie des directions juridiques : tendances et évolutions de la fonction

le 04 juillet 2016 - Jean-Paul VIART - [Entreprise](#)



La 5e édition de la cartographie des directions juridiques apporte un nouvel éclairage sur les tendances et évolutions de la fonction juridique dans les entreprises, en France. Cette étude a été réalisée par LEXqi Conseil, Cercle Montesquieu et l'AFJE, sous le parrainage de Latham & Watkins et de LexisNexis.

L'étude permet de déterminer périodiquement un baromètre fiable et un outil de comparaison inégalé pour apprécier aussi la compétitivité ou les marges de progrès de la profession en France. Comme la cartographie, réalisée par voie électronique du 8 au 28 mars 2016, « a mobilisé 179 directeurs juridiques qui regroupent quelque 6 500 juristes dans le monde et 3 500 juristes en France, soit plus de 20 % de répondants sont membres de l'une ou l'autre des deux associations Cercle Montesquieu et AFJE.

Selon Hélène Trink, experte en management de la fonction juridique et fondatrice de LEXqi Conseil, les données démontrent le dynamisme de la profession juridique. Il est intéressant de noter que les sociétés ont augmenté de 59 % des répondants contre seulement 46 % lors de la précédente édition publiée en 2014, a

également plus élevé de 1,2 milliard d'euros contre 1 milliard précédemment. »

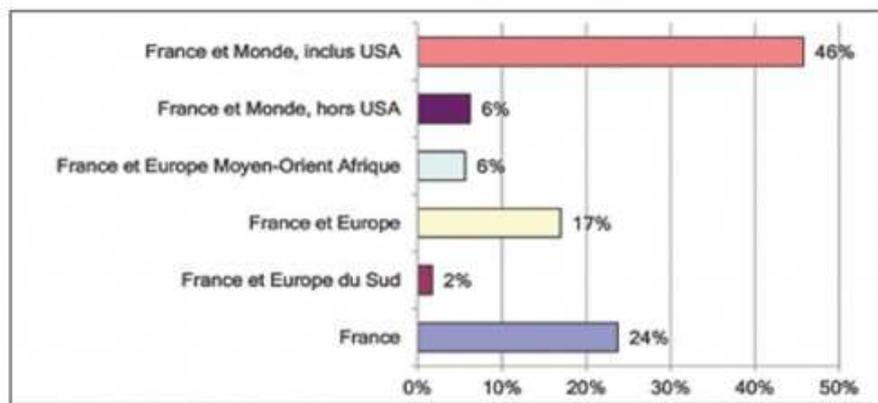
Cette année, l'enquête a pris en compte deux nouveaux thèmes ; d'une part les données personne contact management. Comme le précise l'étude, « la plupart des entreprises du panel ont entrepris du nouveau règlement européen, majoritairement sous la responsabilité du directeur juridique. Dans Big data, la direction juridique est très majoritairement impliquée dans le projet.

En revanche, la situation est plus nuancée en ce qui concerne l'implication de la direction juridique « technologies de rupture ». Seul un directeur juridique sur deux est activement impliqué. » Concernant « 70 % des directeurs juridiques du panel estiment que celui-ci sera un axe de développement important les années à venir pour leur direction juridique ».

Cette cartographie 2016 suit également l'évolution de la compliance et de la parité dans les directions

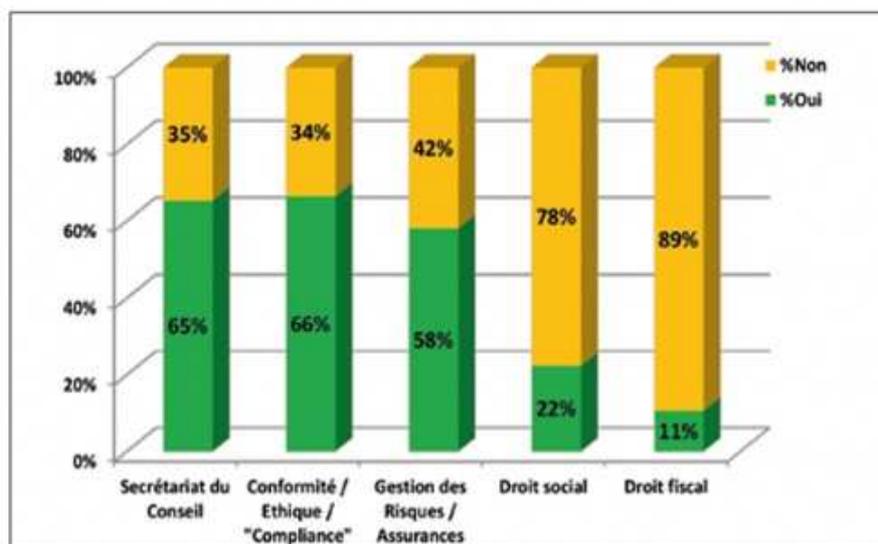
Les principaux résultats de la cartographie 20

La fonction de directeur juridique



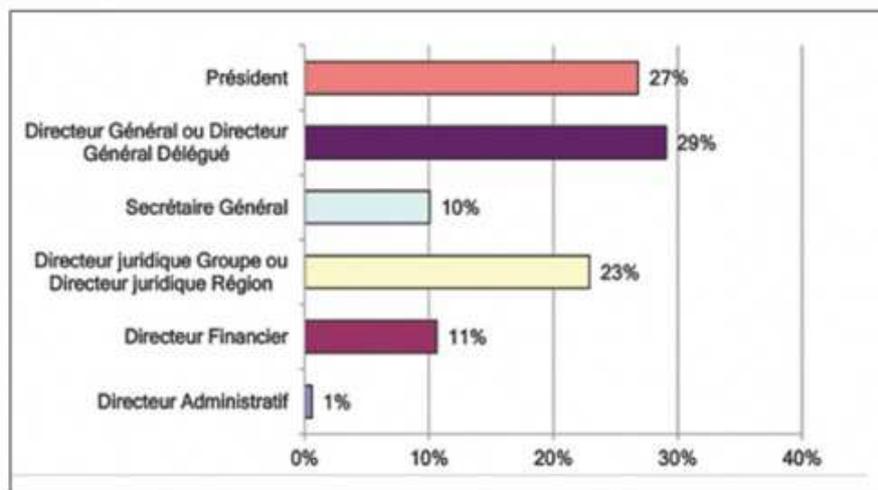
▸ **Quel est le périmètre géographique actuel de votre fonction ?**

La fonction demeure largement internationale. En effet, 76 % des directeurs juridiques ayant répondu à l'enquête ont un périmètre géographique qui s'étend au-delà de la France.



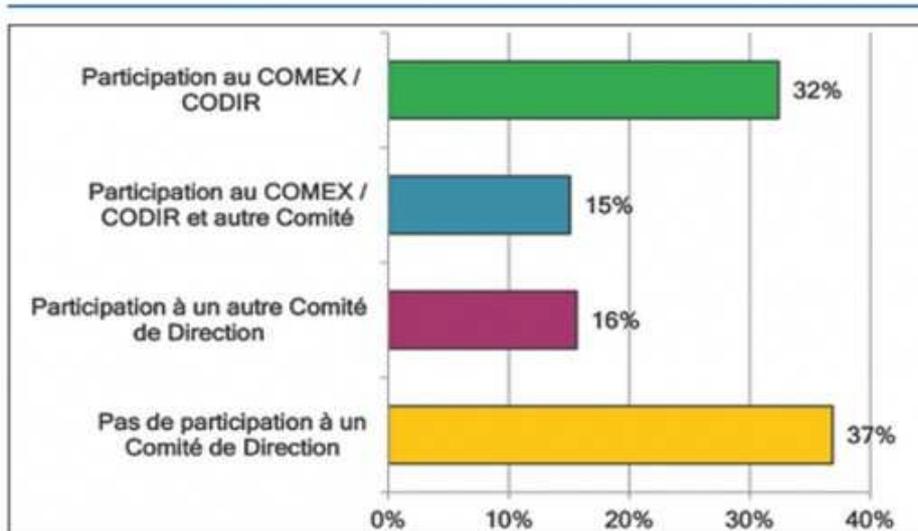
▸ **Votre fonction inclut-elle les domaines suivants ?**

- 65 % prennent en charge le secrétariat du conseil
- 66 % la conformité/éthique/compliance
- 58 % la gestion des risques et les assurances
- 22 % le droit social
- 11 % le droit fiscal



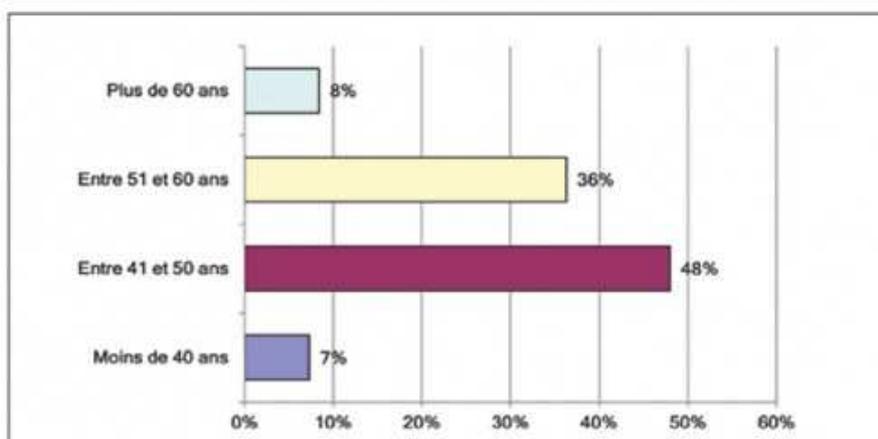
▸ **Actuellement, à qui votre poste est rattaché hiérarchiquement ?**

Le rattachement des directeurs juridiques à la direction générale/présidence est très positif : 56 % en 2015 vs. en 2012 (*Cartographie des directions juridiques 2012*) et 47 % en 2010 (*Baromètre Ipsos avril 2010*). Dans le panel 2016, 23 % des directeurs juridiques sont rattachés à un directeur juridique groupe ou région, contre 20 % en 2014.



Faites-vous partie du comité exécutif ou du comité de direction générale de la société dont vous êtes directeur juridique ?

63 % des directeurs juridiques déclarent faire partie d'un comité de direction de leur entreprise.



Les tranches d'âge

La pyramide des âges de la fonction directeur juridique est équilibrée.

Composition des directions juridiques



L'effectif juridique des entreprises ayant répondu aux questions sur les effectifs représente au total :

- 6 501 juristes, dont 3 484 en France ;
- 543 assistants juridiques, dont 274 en France ;
- 476 autres personnels de la direction juridique, dont 243 en France

L'effectif des juristes France, réparti selon le nombre d'années d'expérience professionnelle dans les directions juridiques du panel, est en moyenne le suivant :

- moins de 3 ans d'expérience professionnelle 14 %
- entre 3 et 7 ans d'expérience professionnelle 26 %
- plus de 7 ans d'expérience professionnelle 60 %

Les entreprises qui ont participé à la Cartographie 2016 représentent 3 500 juristes en France, soit environ 20 % de l'effectif estimé de la profession – baromètre Ipsos AFJE, avril 2010 –, et 6 500 juristes au total dans le monde.

Le directeur juridique comme administrateur de société

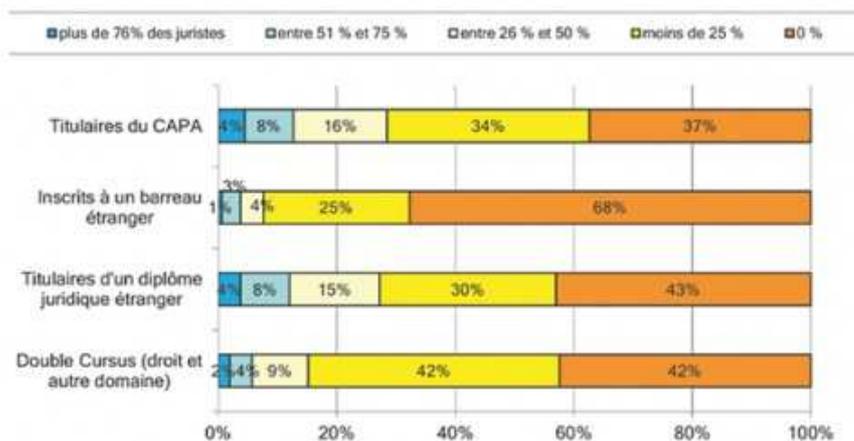
Plus d'un tiers des directeurs juridiques ont un mandat d'administrateur de sociétés. Parmi ceux-là, la très grande majorité est administrateur d'une ou plusieurs filiales du groupe qui les emploie. Mais, dans les fait seulement 6 % des directeurs juridiques sont administrateurs de sociétés en dehors de leur groupe.



L'analyse des réponses selon le critère homme/femme fait apparaître une nette différence de positionnement : 44 % des 108 directeurs juridiques sont administrateurs de sociétés, mais seulement 25 % des 71 directrices juridiques sont administratrices de sociétés.

Comme lors de l'édition 2014, les résultats montrent que le directeur juridique ne s'impose pas encore comme administrateur de sociétés en dehors du groupe où il exerce sa fonction.

Diplômés dans les directions juridiques

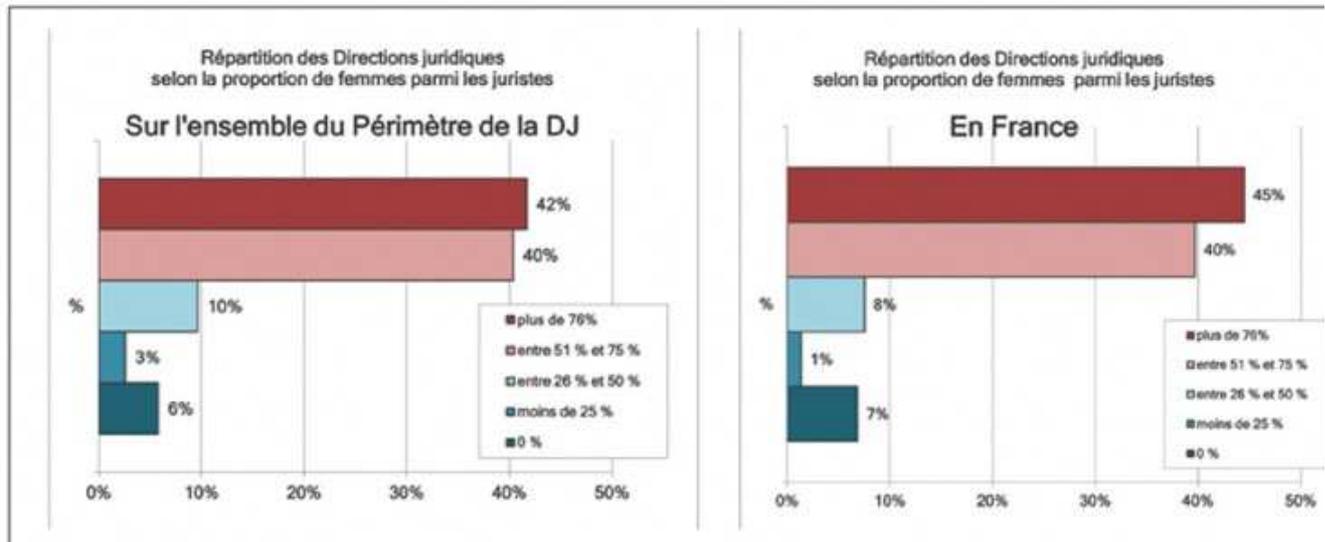


Parmi les juristes en France sous votre responsabilité, quel est actuellement le pourcentage de juristes titulaires du Capa, inscrits à un barreau étranger, titulaires d'un diplôme juridique étranger ou avec double cursus ?



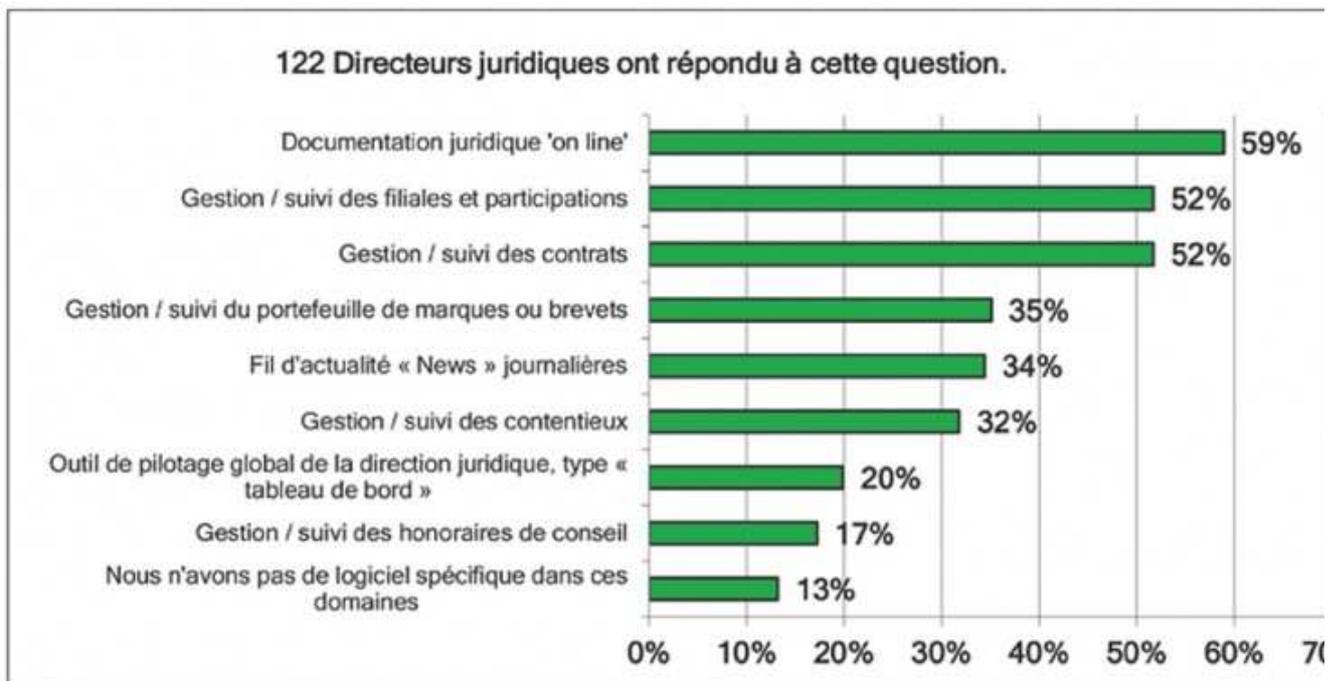
La parité dans les directions juridiques

Parmi les 179 directeurs juridiques qui ont répondu à l'enquête, 108 – soit 60 % – sont des hommes, 71 – soit 40 % – sont des femmes. Cette proportion relative hommes/femmes est représentative des membres directs juridiques du cercle Montesquieu et de l'AFJE.



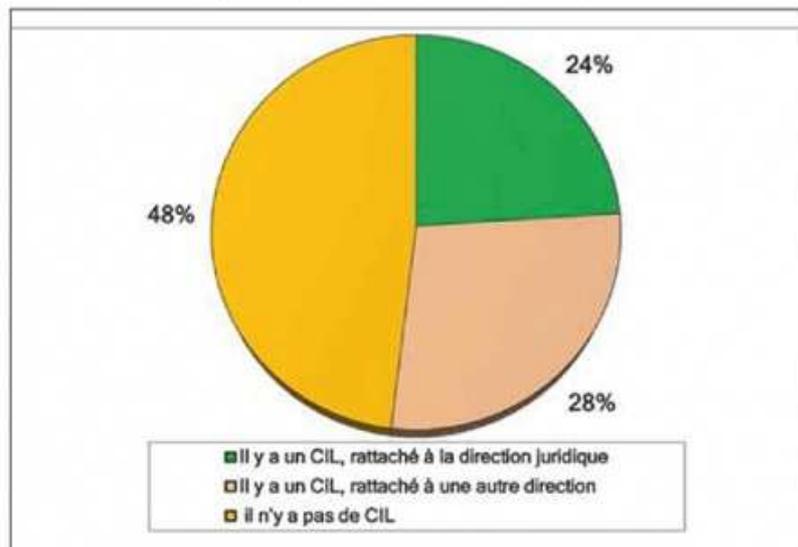
Les outils informatiques de la direction juridique

► *Votre direction juridique utilise-t-elle actuellement un outil informatique dans les domaines suivants ? (plusieurs réponses possibles)*



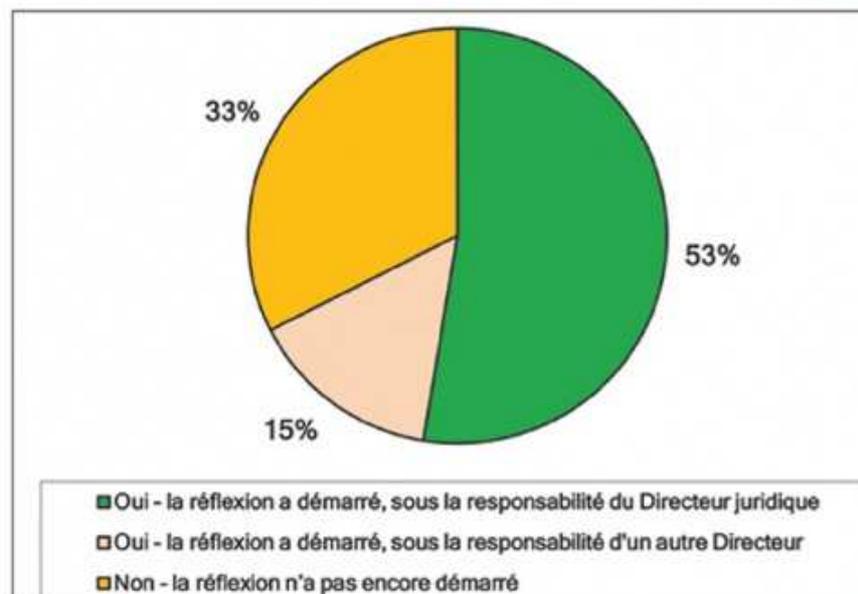
Données personnelles et Big data

> 154 directeurs juridiques ont répondu à ces questions.



▸ **Vostra entreprise a-t-elle un correspondant informatique et libertés (CIL) ? Si oui, à qui est-il rattaché ?**

Parmi les entreprises du panel, Une entreprise sur deux a un correspondant informatique et libertés. Lorsqu'il y a un CIL, il est rattaché à la direction juridique dans un peu moins de la moitié de cas.

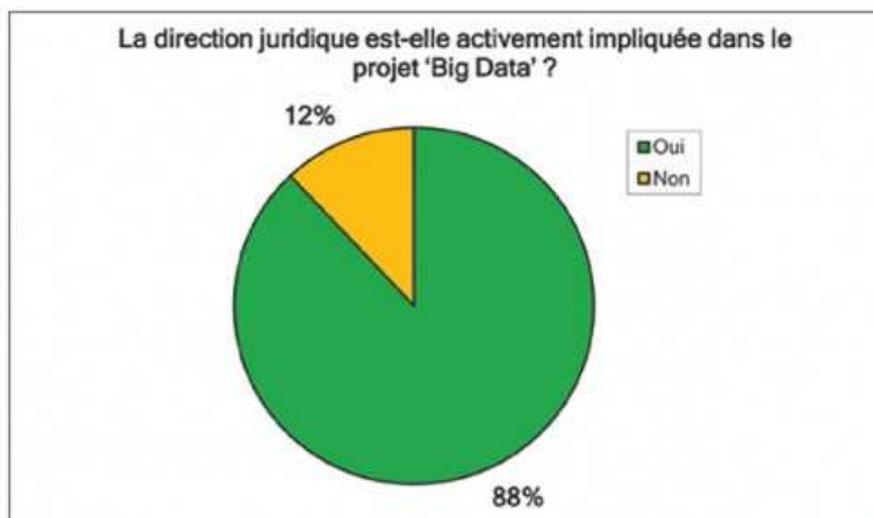
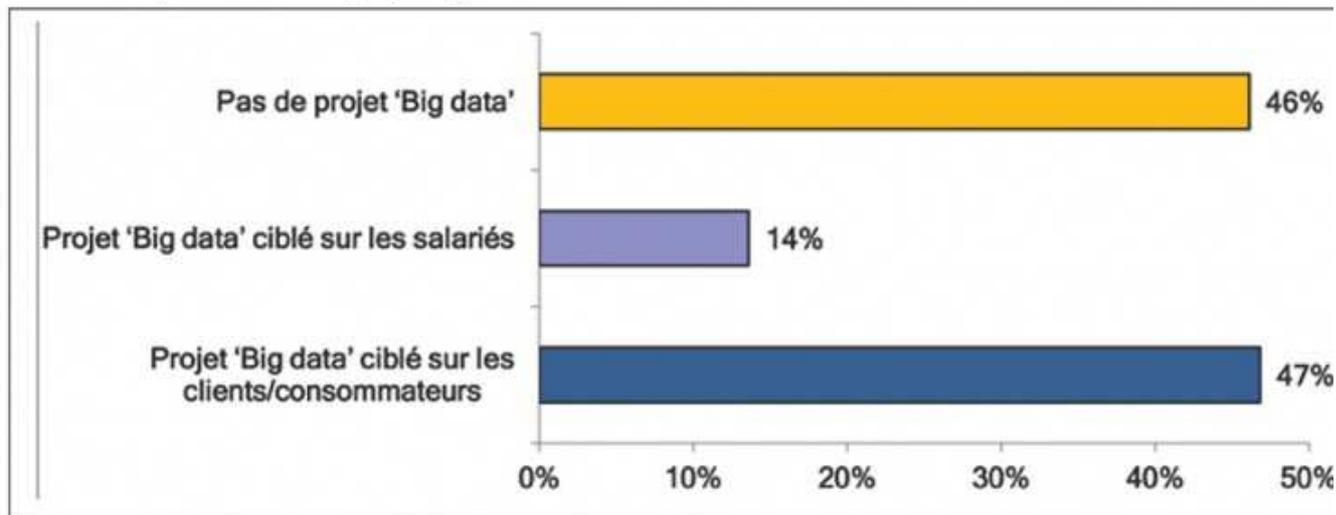


▸ **Vostra entreprise a-t-elle engagé la réflexion relative à la mise en œuvre du nouveau règlement européen sur les données personnelles ?**

Deux tiers des entreprises du panel ont démarré la réflexion sur la mise en œuvre du nouveau règlement européen, majoritairement sous la responsabilité du directeur juridique.

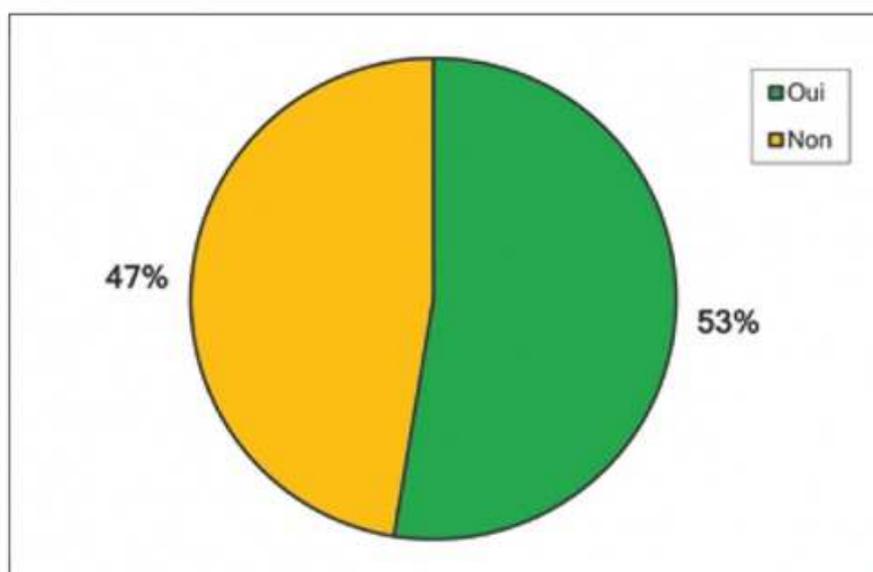


▸ **Votre entreprise a-t-elle un projet Big data ?**



▸ **La direction juridique est-elle activement impliquée dans le projet Big data ?**

Dans les entreprises qui ont un projet Big data, la direction juridique est très majoritairement impliquée dans le pr

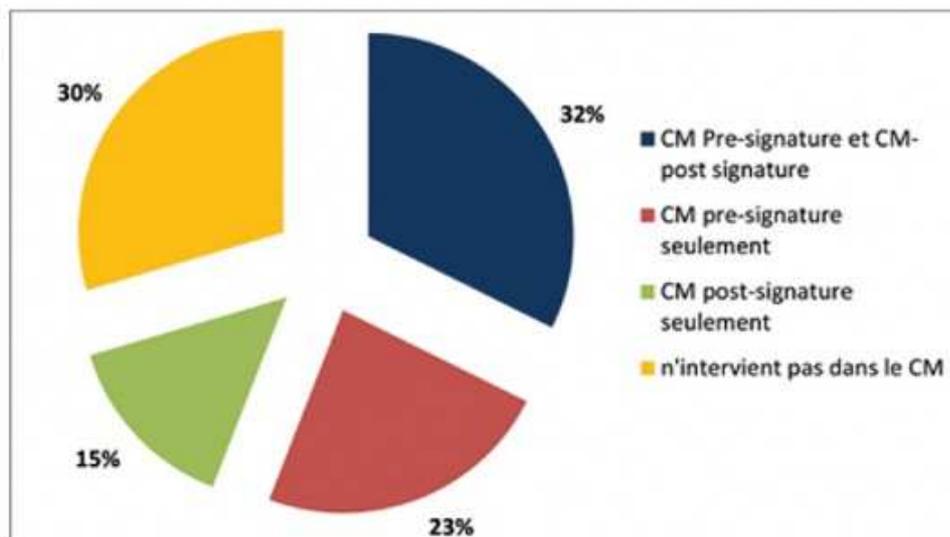


▸ **Plus généralement, la direction juridique est-elle activement impliquée dans la veille relative aux technologies de rupture ?**

La situation est plus nuancée en ce qui concerne l'implication de la direction juridique dans la veille relative aux technologies de rupture: Une direction juridique sur deux est activement impliquée.

Le contract management

Selon l'Association française du contract management, ce dernier regroupe « un ensemble d'activités de gestion de contrat qui débute bien avant la signature du contrat, plus précisément au début de la phase de capture du contrat et se poursuivent jusqu'à ce que le contrat ait été exécuté, son paiement reçu et la procédure de clôture du contrat achevée. L'objectif principal du contract management est de gérer les relations contractuelles entre l'entreprise et ses clients... ».



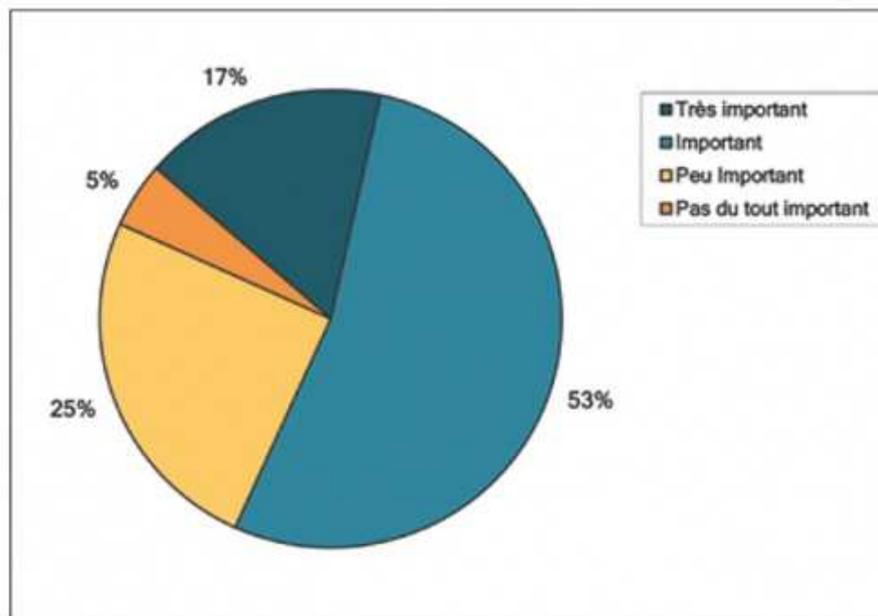
► *Outre l'activité traditionnelle de négociation des contrats, votre direction juridique intervient-elle en matière de contract management ?*

70 % des directions juridiques interviennent dans le contract management, soit en amont de la signature du contrat, soit en aval de la signature du contrat.

Près d'un tiers des directions juridiques du panel n'intervient pas actuellement dans le contract management.

Ces résultats peuvent être rapprochés de ceux de l'enquête réalisée en juin 2015 par l'AFCM auprès de contract managers, dirigeants, juristes contrats et autres professionnels du droit :

- 75 % des contract managers sont rattachés à la direction juridique
- 88 % des sondés couvrent l'intégralité du cycle contractuel

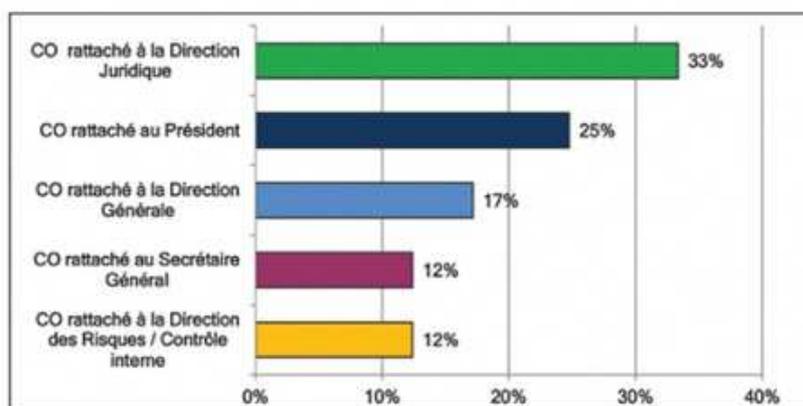


► *Pensez-vous que le contract management va représenter un axe de développement important dans les années à venir ?*

70 % des directeurs juridiques du panel estiment que le contract management sera pour leur direction juridique un axe de développement important ou très important dans les années à venir.

Gestion de la compliance

> 152 directeurs juridiques ont répondu aux questions sur la compliance.

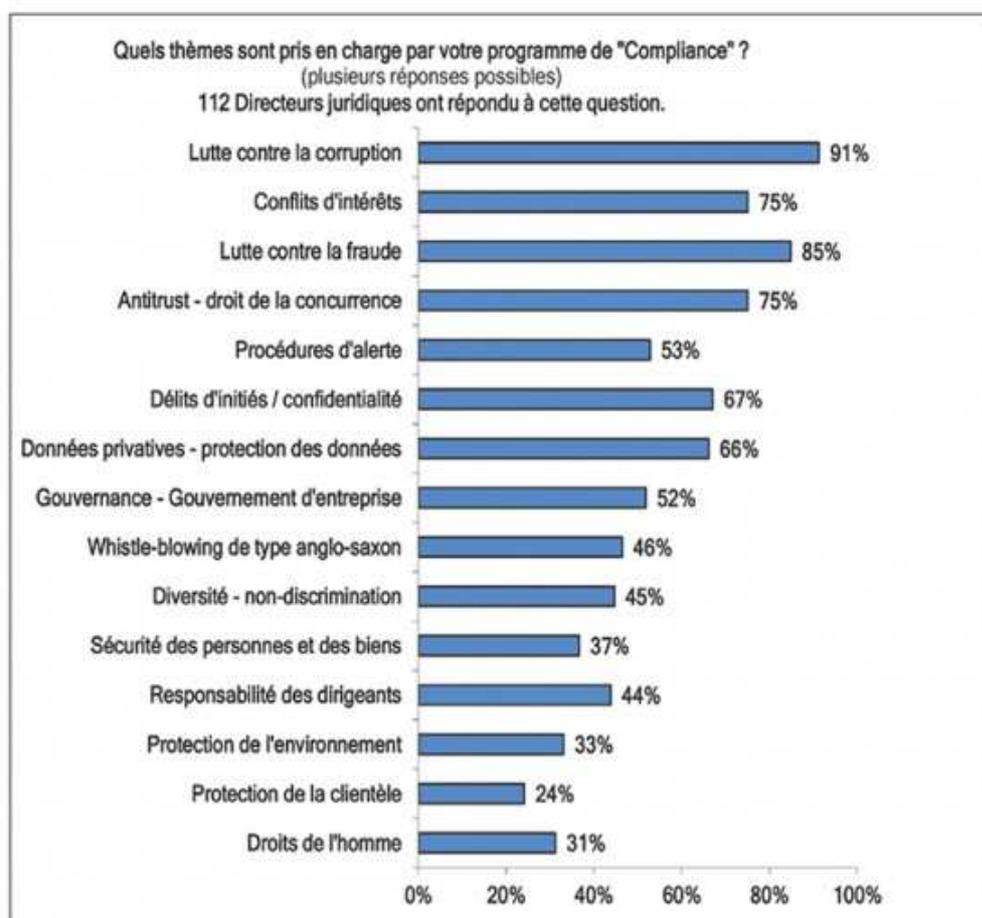


► **Votre entreprise a-t-elle un Compliance Officer? Si oui, à qui est-il rattaché?**

69 % des entreprises du panel ont un Compliance Officer, dont le rattachement hiérarchique reste assez variable, dans des proportions semblables à celle de la Cartographie 2014 :

- 42 % au président ou à la direction générale
- 33 % à la direction juridique.

Lors du colloque AFJE du 11 mai 2016 – La compliance au cœur de la modernisation et de la performance des entreprises – lors une table ronde intitulée « La compliance à la française: une révolution pour les entreprises? », animée par Jean-Yves Trochon et Maria Lancri, les intervenants soulignaient que « pour pouvoir exercer sa mission en toute indépendance, le Compliance Officer doit être rattaché au plus haut niveau de l'entreprise et doit pouvoir disposer des moyens adaptés ».



► **Quels thèmes sont pris en charge par votre programme de compliance? (plusieurs réponses possibles)**

► **Votre entreprise a-t-elle mis en place un programme de compliance?**



74 % des directeurs juridiques du panel indiquent que leur entreprise a mis en place un programme de compliance. Il s'agit des entreprises qui ont un Compliance Officer, ainsi que, pour un tiers d'elles, des entreprises qui n'ont pas de Compliance Officer.

Le budget de la direction juridique

► Si vous aviez un budget supplémentaire en 2016, vous souhaiteriez en priorité ?

Comme lors de l'édition 2014, la préoccupation majeure des directeurs juridiques en ce qui concerne le management de leurs ressources, est de pouvoir recruter des juristes et d'augmenter les salaires de leur équipe.

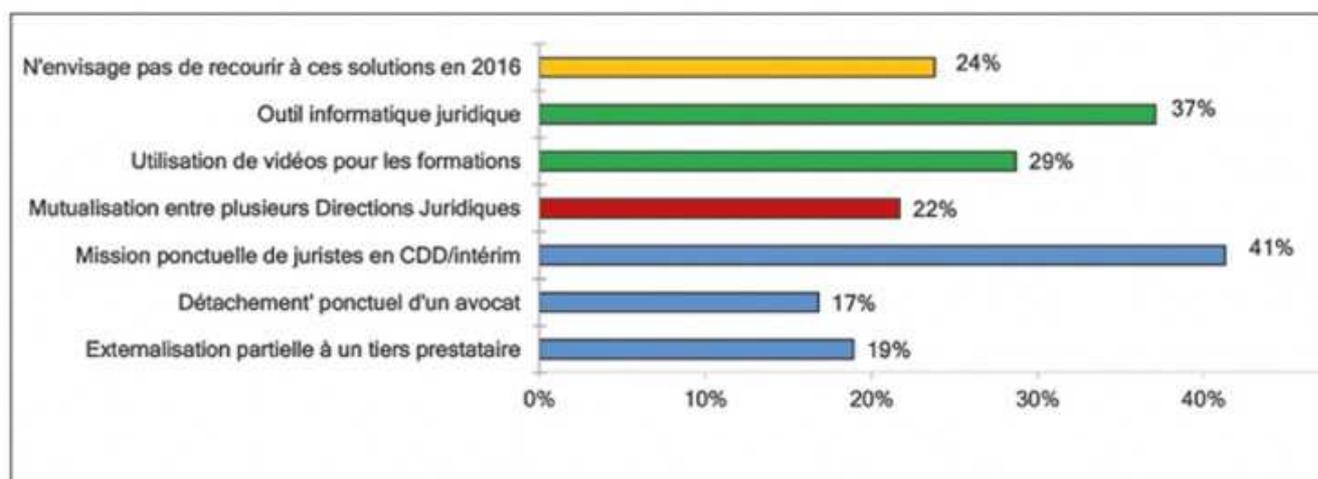


► En 2016, envisagez-vous d'avoir recours à une ou plusieurs des solutions suivantes, notamment pour produire un service juridique de qualité à moindre coût ? (plusieurs réponses possibles)

Trois types de solutions sont envisagés pour faire baisser les coûts de production, tout en produisant un service juridique de qualité : faire évoluer

- les ressources humaines ;
- les outils, en premier lieu informatiques ;
- l'organisation, par la mutualisation ;

24 % des directeurs juridiques du panel n'envisagent pas de mettre en œuvre une de ces solutions en 2016.





Affiches Parisiennes

Journal d'annonces légales et d'information juridique

- › Pour plus de contenu, papier + web
- › l'accès aux annonces légales,
- › l'accès aux ventes aux enchères.



›

